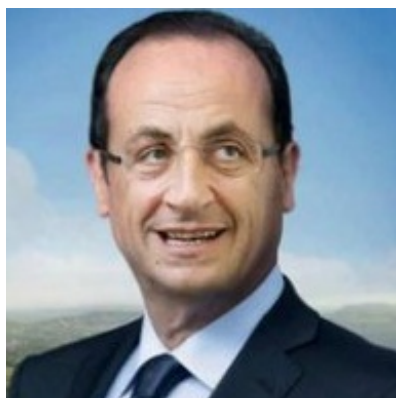


Le scandale de la privatisation des routes nationales et de la liquidation du ministère de l'Équipement et de l'Environnement

19 février 2014



Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF)

Dans l'indifférence médiatique, [les syndicats du MEDDE](#) (ex ministère de l'Équipement) dénonce une nouvelle phase de privatisation des routes. Ce bien commun de la Nation. Car après la privatisation des autoroutes, après la décentralisation qui a vu le transfert de la plupart des routes aux conseils généraux suivi d'une externalisation massive vers le privé de leur exploitation, Hollande et son gouvernement de droite poussent les feux de la privatisation des routes nationales restantes.

Remplir les poches d'actionnaires dont la richesse a explosé avec la crise en faisant celles des travailleurs du public et du privé, brader le bien public de la Nation, le tout pour répondre aux injonctions de libéralisation de l'UE et du MEDEF voilà la politique de Sarkollande, ses serviteurs de l'oligarchie capitaliste.

Nous avons eu l'occasion par le passé, [par exemple au moment du limogeage de [Delphine Batho](#) de revenir sur la liquidation en cours du service public de l'aménagement du territoire, des ministères de l'équipement et de l'environnement :

Sous la pression de la Commission européenne – garde-chiourme de l'oligarchie capitaliste – le gouvernement Ayrault n'a eu d'autre « choix » que de monter un budget encore plus austéritaire.

Et de pousser les feux de la libéralisation et de la privatisation rampantes voulues par l'Union Européenne, avec par exemple [le paquet ferroviaire visant la SNCF](#) ou encore [la libéralisation des barrages hydroélectriques](#).

C'est donc une baisse de 7% des crédits du MEDDE qui est prévue par le prochain budget. Il est également prévu de supprimer encore près de 1100 emplois au MEDDE, ce qui fait suite aux suppressions massives sous Sarkozy (rappelons que ce ministère d'externalisation en suppressions d'emploi a vu ses effectifs passer de 95 000 agents à 60 000 entre 2007 et 2012, qui dit pire ?).

Bref, Delphine Batho (PS) qui, sans doute échaudée par le sort de son éphémère *prédécesseuse* Nicole Bricq (évincée après quelques semaines pour avoir osé émettre un bémol sur les permis d'exploitation d'hydrocarbures en Guyanne) était restée plus que discrète, ne pouvait faire moins que sa timide et très tiède protestation (c'est bien la même qui déclarait il y a peu que son ministère devait prendre sa part de l'austérité !) face à la poursuite de la destruction de son ministère en charge de l'aménagement et de l'équipement du territoire. Rappelons que le MEDDE, c'est le ministère qui s'occupe des grandes infrastructures du pays (routes nationales, aviation civile, voies navigables) et du transport mais c'est aussi la prévention des risques, l'énergie, la sûreté nucléaire, le contrôle des installations classées et bien sûr l'environnement ainsi que des services publics tels que Météo-France, l'IGN, l'INERIS ou le BRGM.

De façon symptomatique, derrière ces baisses de crédits et ce énième plan social qui ne dit pas son nom dans une administration [dont les réorganisations incessantes ont des effets aussi terribles que ceux dénoncés chez France-Telecom](#), c'est par exemple concrètement un nouveau plan de désengagement des routes nationales après la décentralisation de 2003 qui est à envisager. [Avec l'idée d'augmenter encore la part de réseau confiée à des exploitants privés](#) (les sociétés d'autoroutes tenues par Bouygues, Vinci et Eiffage par exemple ; rétribués par la prolongation de leur concession, ou la mise en œuvre de péages urbains). Et l'externalisation massive des missions abandonnées au marché privé pour des coûts et des prix pourtant plus élevés (maîtrise d'œuvre publique par exemple). Rappelons que c'est pour respecter les directives européennes sur la concurrence que depuis les années 2000 le ministère de l'équipement s'est massivement désengagé de l'ingénierie pour les collectivités territoriales. Il s'agissait pourtant là d'un levier puissant pour porter des politiques d'aménagement écologique du territoire, de sobriété énergétique, etc.

Dans le même temps, au ministère du logement, [Cécile Duflot (EELV)] vient d'annoncer sans aucune concertation et sans le moindre débat parlementaire la fin des missions d'ingénierie publique auprès des petites communes (ATESAT)->http://www.snitpect.fr/IMG/pdf/Lettre_ouverte_a_Mme-_la_Ministre_de_I_..., dernier résidu d'une ingénierie publique permettant jusqu'à il y a peu aux collectivités publiques d'accéder à une maîtrise d'œuvre de qualité peu chère et indépendante des intérêts privés. Devant les protestations des maires de France, Hollande avait pourtant indiqué qu'il n'irait pas plus loin dans le jeu de massacre et qu'il n'abandonnerait pas les petites communes. Mais [Cécile Duflot] annonce aussi la décision d'arrêter l'instruction des permis de construire pour les petites collectivités->http://www.snitpect.fr/IMG/pdf/Lettre_ouverte_a_Mme-_la_Ministre_de_I_...s (faisant fi, là aussi, de l'efficacité d'un service mutualisé et surtout indépendant des pouvoirs politiques locaux). Au total, c'est rien moins que 4000 emplois qui seront aussi supprimés d'ici 2015 dans les DDT (ex-DDE).

Implicitement, Batho en critiquant ce budget fait la démonstration que mener une politique de gauche – fût-elle aussi tiède et insipide que celle qu'elle propose – est absolument impossible si l'on ne brise pas les fers de cette UE capitaliste qui de par sa nature ne sert que les intérêts des marchés financiers, lançant razzia sur razzia sur les services et entreprises publics, démolissant les conquêtes sociales pour remplir les poches de l'oligarchie capitaliste.

[Défendre de manière conséquente le progrès social, le maillage infrastructurel du territoire national et les acquis des travailleurs, ne peut donc se faire qu'en sortant de l'UE et de l'Euro par la gauche.](#)

La casse de l'Équipement, le plus ancien service public d'État (on se souvient qu'à l'issue des guerres de Religion, pour remailler le territoire national en loques, Henri IV avait nommé Sully « Grand Voyer de France »), en dit long sur l'euro-destruction de notre pays. Résister à la casse de l'Équipement est plus que jamais un devoir central de la nouvelle résistance populaire et patriotique.

Sur le sujet, nous ne devons pas non plus méconnaître la privatisation rampante des routes à travers [le scandale d'Ecomouv'](#) (écomouv ou le symbole de la privatisation de l'État) et de l'Écotaxe.

Oui les routes et autoroutes biens communs de la Nation doivent être renationalisées. Il faut revenir sur le démantèlement et la vente à la découpe du service public de l'aménagement du territoire, indispensable pour le développement juste et respectueux de l'environnement de notre pays.

Article à lire sur www.initiative-communiste.fr site web du PRCF

»» <http://www.initiative-communiste.fr/articles/luttres/non-la-privatisati...>